



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de la sécurité et de l'économie

**Office cantonal de l'inspection et des relations du travail**

# USAGES

## MÉTALLURGIE DU BÂTIMENT : Retraite anticipée

### (UMB-RA 2011)

---

Ce document reflète les usages en matière de retraite anticipée dans le secteur de la métallurgie du bâtiment ; il annule et remplace les documents précédents.

L'employeur doit remettre une copie du document usage à tous les employés concernés.

Les documents usages sont publiés sur le site Internet de l'office, ils peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<http://www.ge.ch/relations-travail/usages/vigueur.asp>

Les dispositions légales et réglementaires citées dans le document peuvent être consultées sur le site du Service genevois de la législation : <http://www.geneve.ch/legislation/>, respectivement sur le site Internet de la Confédération <http://www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html>

Les arrêtés d'extension ainsi que les dispositions étendues cités dans le document peuvent être consultés sur le site Internet du Secrétariat d'Etat à l'économie (<http://www.seco.admin.ch/>), à l'adresse suivante :

<http://www.seco.admin.ch/themen/00385/00420/00430/index.html?lang=fr>

OFFICE CANTONAL DE L'INSPECTION ET  
DES RELATIONS DU TRAVAIL (OCIRT)

Rue David-Dufour 5

Case postale 64

1211 Genève 8

Tél. : +41 (22) 388 29 29

Téléfax : +41 (22) 546 97 25

e-mail : [reltrav@etat.ge.ch](mailto:reltrav@etat.ge.ch)



# **Usages métallurgie du bâtiment : retraite anticipée UMB-RA**

UMB-RA 2011

(Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> septembre 2011)

---

L'office cantonal de l'inspection et des relations du travail,  
vu l'article 23 de la loi du 12 mars 2004 sur l'inspection et les relations  
du travail (RSG J 1 05),  
vu la convention collective de travail pour la retraite anticipée dans la  
métallurgie du bâtiment à Genève (RSG J 1 50.24)  
vu les arrêtés du Conseil fédéral des 13 juin 2005 et 29 juin 2011  
étendant le champ d'application de ladite convention collective,  
vu l'approbation par la Confédération du 27 juin 2005 et du 8 août  
2011,  
établit ce qui suit :

## **TITRE 1 – Objet et champ d'application**

### **Article I – Objet**

<sup>1</sup> Le présent document reflète les usages en matière de retraite anticipée dans le secteur de la métallurgie du bâtiment.

<sup>2</sup> Les dispositions en matière de retraite anticipée mentionnées au Titre 2 complètent les documents de base reflétant les conditions de travail et prestations sociales en usages dans les secteurs visés à l'al.1.

### **Article II – Champ d'application**

<sup>1</sup> Les usages en matière de retraite anticipée s'appliquent à tout employeur, toute entreprise et secteur d'entreprise, suisse ou étranger, qui exécute ou fait exécuter à Genève, à titre principal ou accessoire, des travaux dans les métiers suivants, respectivement :

- installations électriques, soit :
  - la construction, la pose et la maintenance de tableaux électriques ;
  - la pose de luminaires ;
  - la pose et la maintenance d'installations de systèmes d'alarme.
- chauffage et ventilation, climatisation et isolation, soit :
  - la construction, la pose et la maintenance technique d'installations frigorifiques et thermiques ;

- la construction et la pose de tuyauteries industrielles ;
- la construction, la pose et la maintenance technique de brûleurs et citernes.
- ferblanterie et installations sanitaires, soit :
  - la construction et la pose de conduites de distribution de fluides ;
  - la pose d’installations de protection incendie à eau sous pression.
- et serrurerie, constructions métalliques, soit :
  - la construction et la pose de façades métalliques et de charpentes métalliques ;
  - la construction et la pose d’éléments de sécurité métallique ;
  - la construction et la pose de stores métalliques ;
  - la construction et la pose de parois et faux-plafonds métalliques ;
  - la menuiserie métallique.

<sup>2</sup> Les usages sont applicables à l’ensemble du personnel d’exploitation travaillant dans les ateliers ou sur les chantiers des entreprises ou secteurs d’entreprises mentionnés ci-dessus, à l’exception des apprentis, et ce quels que soient le mode de rémunération et la qualification professionnelle de ce personnel.

## **TITRE 2 – Dispositions relatives à la retraite anticipée**

### **Articles 1 à 3 [...]**

#### **Chapitre 2 : Financement**

##### **Article 4 – Provenance des ressources**

Les ressources pour le financement de la retraite anticipée proviennent principalement du cumul des cotisations des employeurs et travailleurs assujettis, de contributions de tiers, du produit des peines conventionnelles, de même que des revenus de la fortune de la Fondation pour la Retraite Anticipée de la Métallurgie du Bâtiment (ci-après : RAMB).

##### **Article 5 – Cotisations**

1. La cotisation du travailleur correspond à 1 % du salaire déterminant au sens de l'AVS. La cotisation est déduite chaque mois du salaire.
2. La cotisation de l'employeur s'élève à 1 % du salaire déterminant au sens de l'AVS.

##### **Article 6 – Modalités de perception**

1. L'employeur est redevable envers la Fondation RAMB de la totalité des cotisations de l'employeur et des travailleurs.
2. [...]

### **Article 7 [...]**

#### **Chapitre 3 : Prestations**

##### **Article 8 – Principe**

Les prestations sont accordées dans le but de permettre au travailleur de prendre une retraite anticipée dès 62 ans et d'en atténuer les conséquences financières jusqu'à l'âge de 65 ans.

##### **Article 9 – Genre de prestations**

Seules les prestations temporaires suivantes sont versées :

- a) une rente de base ;
- b) un montant complémentaire servant à participer au financement de la cotisation AVS ;

- c) un montant complémentaire servant à participer au financement des bonifications vieillesse 2<sup>e</sup> pilier ;
- d) des prestations de remplacement dans les cas de rigueur.

### **Article 10 – Rente de base temporaire**

1. Le travailleur peut faire valoir son droit à une rente temporaire non indexée s'il remplit les conditions cumulatives suivantes :
  - a) il a 62 ans révolus ;
  - b) il a travaillé dans le canton de Genève, en qualité de personnel d'exploitation, dans une entreprise visée par le champ d'application des présents usages pendant au moins 240 mois et de manière ininterrompue pendant les 10 dernières années précédant le versement des prestations ;
  - c) il renonce définitivement à toute activité lucrative, sous réserve de l'article 13.
2. Le travailleur qui a travaillé à Genève les 10 dernières années précédant le versement des prestations en qualité de personnel d'exploitation dans une entreprise visée par le champ d'application des présents usages, mais qui ne remplit pas le critère d'occupation de 240 mois, peut faire valoir son droit à une rente temporaire réduite proportionnellement.
3. Le droit à la rente temporaire cesse dès que le travailleur atteint l'âge de 65 ans.

### **Article 11 – Rente de base temporaire complète**

La rente temporaire complète s'élève à 75 % de la moyenne du salaire déterminant au sens de l'AVS acquis en exerçant en qualité de personnel d'exploitation dans une entreprise visée par le champ d'application des présents usages au cours des deux dernières années précédant le versement de la rente temporaire, mais au maximum 4 750 F par mois et au minimum 3 750 F par mois.

### **Article 12 – Rente de base temporaire réduite**

La rente temporaire du travailleur qui a travaillé les 10 dernières années précédant le versement des prestations en qualité de personnel d'exploitation dans une entreprise visée par le champ d'application des présents usages, mais qui ne remplit pas le critère d'occupation de 240 mois sera réduite de 1/240<sup>e</sup> par mois manquant.

**Article 13 – Rente de base temporaire et activité lucrative**

Le travailleur qui exerce, au moment de l'ouverture du droit à la rente temporaire, une activité lucrative à temps partiel dans une entreprise visée par le champ d'application des présents usages et une activité lucrative à temps partiel dans un autre corps de métier, peut faire valoir son droit à une rente temporaire, sans renoncer à l'activité qu'il exerce dans le corps de métier ne relevant pas de la métallurgie du bâtiment.

**Article 14 – Subsidiarité**

La rente temporaire peut être réduite si elle concourt avec des prestations d'assurances sociales. [...]

**Article 15 – Participation au financement des bonifications de vieillesse 2<sup>e</sup> pilier**

1. Afin d'éviter des lacunes de cotisation, la Fondation RAMB participe, durant la période de versement de la rente temporaire, aux cotisations à l'institution de prévoyance. Ce montant ne peut en aucun cas excéder 11 % du salaire déterminant pour fixer la rente temporaire. En cas de versement de rente temporaire réduite, cette participation est réduite proportionnellement.
2. Le versement de la prestation est effectué directement auprès de l'institution de prévoyance du préretraité.

**Article 16 – Maintien de l'affiliation à l'institution de prévoyance**

L'ayant droit doit indiquer à la Fondation RAMB s'il peut maintenir son affiliation à son institution de prévoyance professionnelle ou s'il doit s'affilier auprès d'une autre institution de libre-passage.

**Article 17 – Participation au financement de la cotisation AVS**

1. Afin d'éviter des lacunes de cotisations, la Fondation RAMB participe au financement de la cotisation AVS à hauteur de 180 F par mois. Ce montant est payé directement à l'ayant droit de la rente s'il est domicilié en Suisse.
2. Si le bénéficiaire de la rente est domicilié à l'étranger, ce montant est versé à son institution de prévoyance professionnelle ou sur un compte de libre-passage.
3. En cas de versement de rente temporaire réduite, cette participation est réduite proportionnellement.

**Article 18 – Prestations de remplacement dans les cas de rigueur**

1. Le Conseil de Fondation peut octroyer des prestations de remplacement dans les cas de rigueur notamment aux travailleurs qui ont dû cesser, contre leur volonté et de manière définitive, leur activité.
2. Le versement d'une prestation de remplacement dans les cas de rigueur exclut toute autre prestation de la Fondation RAMB.

**Article 19 – Procédure de demande**

1. Pour recevoir les prestations, l'ayant droit présente une demande et apporte la preuve de sa légitimité.
2. [...]

**Article 20 – Contrôle et restitution des prestations**

1. La Fondation RAMB met en place des procédures de contrôle du respect des conditions ouvrant le droit aux rentes.
2. Les prestations de la Fondation RAMB versées indûment selon les présents usages doivent être remboursées.
3. [...]

**Chapitre 4 : Application****Article 21 et 22 [...]****Chapitres 5 et 6 : Dispositions transitoires et finales****Article 23 à 25 [...]**